



SERVICE DE PRESSE
ET VEILLE

CONFERENCE DE PRESSE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ET DU PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

Moscou, le lundi 07 février 2022

(...)

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup, Monsieur le Président, cher Vladimir.

Merci pour votre accueil dans un moment difficile, à la fois par les contraintes sanitaires et les tensions qui sont à l'œuvre sur le continent européen, et en ce jour, en effet, qui marque le 30ème anniversaire de la reprise de nos relations diplomatiques et de cet accord bilatéral que vous avez évoqué, et je ne reviendrai pas sur ce que vous avez évoqué sur les relations bilatérales entre nos deux pays, parce que nous sommes aujourd'hui conscients de la gravité, l'un et l'autre, de la situation et de la nécessité impérieuse, dans l'intérêt de tous, de trouver le chemin de la préservation de la paix et de la stabilité en Europe. Je crois profondément qu'il est encore temps. Le dialogue à la fois historique et stratégique que nous avons construit ensemble au cours des dernières années peut y aider, et c'est dans ce contexte que nous avons décidé, en effet, de nous rencontrer aujourd'hui à Moscou. Nous avons eu un échange nourri, substantiel, concentré sur les tensions actuelles et les voies de désescalade comme les garanties de nature à préserver la sécurité et la stabilité sur notre continent.

Monsieur le Président, vous venez de rappeler ici quelle était la vision de la Russie, qu'il s'agisse de l'Alliance atlantique, des intérêts de sécurité qui sont les vôtres ou de la question ukrainienne. Je crois que chacun aura vu que vous avez une vision forte qui, parfois, n'est pas la même que celle des Européens ou des Occidentaux - point n'est besoin ici de le souligner - et qui marque très clairement des différences de vues qu'il faut assumer, et que nous avons d'ailleurs regardées l'un et l'autre. Moi, je crois dans l'Europe et l'unité de l'Europe, je pense que c'est un élément fondateur et fondamental. Et en effet, la politique de portes ouvertes de l'OTAN a été actée en ce qu'elle est aussi essentielle, existentielle pour des pays comme la Suède ou la Finlande. Il serait surprenant d'ailleurs de leur dire soudainement que l'OTAN change de ligne. Par contre, nous devons considérer ce que vous avez exprimé avec vos mots, qui sont les incompréhensions successives, les traumatismes à coup sûr, qui se sont construits durant les trois dernières décennies, et la nécessité de bâtir les termes nouveaux qui permettront seuls la sécurité et la stabilité dans la région. Mais je ne pense pas que bâtir ces termes nouveaux passe par la révision partielle des trente dernières années d'accords, ni de nos principes fondamentaux, ni en limitant

le droit de certains Européens qui ne sont pas parties prenantes des désaccords actuels. Je pense que c'est un élément très important.

Une fois cela étant posé, nous avons essayé de bâtir des éléments de convergence pour agir utilement dans les prochaines semaines. Le premier élément, c'est la nécessité de travailler très rapidement pour éviter toute escalade. L'accumulation des tensions en cours emporte un risque de dégradation brutale de l'équilibre et de la stabilité du continent. Elle ne serait dans l'intérêt de personne car ni la Russie, ni les Européens, n'ont intérêt au désordre et à l'instabilité dans une période où les peuples du continent, éprouvés sur le plan sanitaire, mais aussi économique ou sociaux, aspirent avant tout à la tranquillité et à l'apaisement. Il relève donc de notre responsabilité partagée de nous entendre sur des mesures concrètes pour stabiliser la situation et envisager une désescalade. Nous les avons évoquées ensemble. Elles devront être confirmées dans les prochains jours et prochaines semaines. Elles dépendent des consultations qui sont en cours, des échanges avec les États-Unis, l'OTAN, des concertations avec les Européens, des échanges que j'aurai aussi demain avec le Président ZELENSKY. Je veux ici dire que le Président POUTINE m'a en tout cas assuré de sa disponibilité à s'engager dans cette logique, et de sa volonté de maintenir ces équilibres d'initiatives, et en particulier en ce qui concerne la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Les prochains jours seront déterminants et nécessitent évidemment des discussions nourries que nous allons poursuivre ensemble. Mais ça implique - et je crois que c'était très clair dans le propos que vient de tenir le Président POUTINE, et l'échange que nous avons eu - qu'une désescalade sûre et durable nécessite d'avancer sur les questions de fond.

C'est le deuxième grand type de sujet sur lequel nous avons longuement discuté, qui est la volonté de travailler ensemble sur les garanties de sécurité qui nous permettront de construire un nouvel ordre de sécurité et de stabilité en Europe. Cet ordre dispose tout d'abord d'un socle que nous avons bâti et acté ensemble, en tant qu'États souverains, conformément aussi au principe de continuité de la vie des États. Je parle là de la Russie et de la France, mais de tous les autres États qui sont partie prenante à ces traités. Ce socle, ce sont les principes fondateurs de la sécurité européenne auxquels nous avons collectivement souscrit dans la Charte de Paris, puis réaffirmé dans les déclarations subséquentes de l'OSCE. Ces droits qui découlent de la souveraineté ont été, force est de le constater, violés ou battus en brèche sur notre continent. Je pense par exemple au respect de l'intégrité territoriale des États, au non-recours à la menace ou à l'emploi de la force, à l'inviolabilité des frontières, à la non-intervention dans les affaires intérieures ou à l'exécution de bonne foi des obligations du droit international, comme au respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Quelle que soit la lecture historique que nous faisons des crises, des déséquilibres qui ont bousculé ces dernières années, la sécurité de notre continent - dont nous avons là aussi longuement parlé - pour être maintenue, a besoin que nous ne reproduisions pas ici les erreurs du passé. Et donc, nous avons passé plusieurs heures à échanger aujourd'hui, mais c'est aussi le fil d'un échange et de discussions reprises et commencées il y a plusieurs années. Je mesure les malentendus qui se sont installés, les traumatismes qui font partie aussi de l'histoire des peuples. Je ne mésestime pas non plus les morsures du passé et les traumatismes qui existent chez plusieurs membres de l'Union européenne qui ont vécu un XXe siècle différent de celui de la France. Je crois que nous ne

pouvons pas construire ni notre présent, ni notre avenir, en faisant fi de cela. Ça n'a pas disparu durant ces trente dernières années. Mais nous ne pouvons pas courir le risque collectivement de voir revenir en Europe le spectre de la confrontation, des sphères d'influence, de l'instabilité et du désordre. Cela créerait d'autres fractures, d'autres rancœurs, d'autres menaces. Il est toujours simple de commencer un conflit, beaucoup moins de savoir le terminer et de bâtir une paix durable. C'est pourquoi je ne crois pas que nous soyons condamnés à choisir entre de nouvelles règles ou l'absence de règles. C'est ce qui relève chez moi de l'optimisme de la volonté. Parce que je sais l'attachement de la Russie à la souveraineté et aux droits qu'elle emporte, j'ai la conviction que nous pourrions construire la sécurité et la stabilité en Europe en réaffirmant et en respectant l'acquis de l'OSCE que nous avons construit ensemble, mais aussi en bâtissant des solutions nouvelles, peut-être plus innovantes, sur, justement, notre capacité à apporter des garanties concrètes de sécurité. Nous l'avons évoqué de manière très directe, en respectant les intérêts et les éléments de sécurité et de stabilité pour tous nos frères européens, mais en respectant les demandes et les garanties qui sont posées par notre voisin et ami russe. J'ai dit au Président POUTINE ma préoccupation à cet égard sur le projet de nouvelle Constitution de la Biélorussie qui propose de supprimer deux notions fondamentales de son statut depuis 1994 et l'appel du 27 décembre dernier du Président LOUKACHENKO sur les armes nucléaires. J'ai à cet égard, je dois le dire, été rassuré par le Président POUTINE. Tout cela est un point de préoccupation car il vient accroître les déstabilisations. Bâtir ensemble, dans le respect de nos fondamentaux, des garanties concrètes de sécurité pour les États membres de l'Union européenne, pour les États de la région, l'Ukraine, la Géorgie, la Biélorussie et pour la Russie, c'est exactement l'ambition que nous devons poursuivre. Nous avons eu une discussion qui a permis d'enclencher une série de propositions sur lesquelles je crois pouvoir dire qu'il y a des termes de convergence entre la Russie et la France. Vous avez vous-même commencé des discussions avec l'OTAN et les États-Unis d'Amérique. Il nous appartient, dans les prochains jours et les prochaines semaines, de poursuivre ces discussions concrètes pour bâtir précisément ces nouvelles garanties de paix et de sécurité. À cet égard les demandes de garantie formulées de longue date par la Russie sur la limitation des déploiements militaires, la transparence des activités militaires conventionnelles en Europe, la transparence sur la défense anti-missiles et le régime de contrôle et de limitation post FNI sur les missiles de courte portée et intermédiaires sont autant de demandes de la Russie qui correspondent exactement aux demandes formulées par les États européens. Je ne doute pas que nous serons en capacité d'apporter une réponse collective, nous tous Européens, mais aussi alliés et Américains. Nous avons très récemment démontré notre capacité à travailler ensemble, en particulier au sein du P5 qui réunit les membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies. Aussi, je pense, comme d'ailleurs nous l'avons évoqué l'un et l'autre, que ce format serait aussi de nature à nous permettre d'avancer sur ces sujets et de pouvoir - en particulier sur les sujets de maintien de la paix et de sécurité - là aussi bâtir des solutions communes.

Le troisième sujet sur lequel nous avons acté des éléments de convergence et d'exigence - même si j'ai noté dans ce propos le Président est surtout revenu sur les éléments de préoccupation - est le règlement du conflit russo-ukrainien. Je me rendrai demain à Kiev pour rencontrer le Président ZELENSKY. Nous sommes évidemment en parfaite coordination sur ce point avec le Chancelier Olaf SCHOLZ avec lequel je me suis étroitement coordonné il y a quelques jours

et que je retrouverai demain en fin d'après-midi à Berlin. Nous poursuivons nos efforts au sein du format Normandie en vue de la pleine mise en œuvre des accords de Minsk et d'une résolution durable du conflit dans le Donbass. La dernière réunion des conseillers du format Normandie a permis d'acter le soutien inconditionnel de l'ensemble des parties prenantes au respect du cessez-le feu, ce qui est une avancée réelle. Nous souhaitons bâtir sur cette dynamique afin d'avancer de manière très concrète et de continuer la mise en œuvre de ces accords, strictement et en totalité. Nous sommes revenus sur plusieurs points techniques durant la discussion. Je veux ici saluer les efforts faits par le Président ZELENSKY, en particulier les engagements clairs qu'il a pris dans ce format et vis-à-vis de nous tous, de retirer les lois qui n'étaient pas conformes aux accords de Minsk, puisque les lois évoquées par le Président Poutine ont bien été retirées à l'initiative du Président ZELENSKY, de la même manière que le Président Poutine a pu m'apporter pleine clarification sur les rumeurs qui courent de lois qui seraient ici déposées, qui ne seraient pas non plus conformes à ces accords, il n'en serait pas du tout question non plus. Sur la base de cette situation clarifiée, nous devons continuer à avancer, nous réengager. C'est essentiel pour la paix et la stabilité en Europe, car ce conflit est au cœur des tensions que nous vivons aujourd'hui et il est nécessaire de parvenir à un règlement qui permettrait que la Russie et l'Union européenne puissent réengager fortement leurs relations.

Nous avons aussi évoqué plusieurs autres sujets, enfin. La question, évidemment, le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Je veux ici me féliciter de la libération de huit prisonniers qui est effective depuis ce matin. Le transfert s'est fait dans un avion mis à disposition par notre centre de crise, et qui fait suite à la visioconférence que nous avons tenue avec le Premier ministre PACHINIAN et le Président ALIEV vendredi dernier. Le Président ALIEV a donc tenu l'engagement pris à notre égard. Sur le sujet des prisonniers, des disparus, de la frontière, des infrastructures de connexion comme des éléments futurs de stabilité, nous avons échangé de manière très directe. Je crois pouvoir dire d'ailleurs que nous avons une communauté de vues, Président, sur ce sujet, et je veux ici saluer le rôle que vos troupes ont pu avoir à la frontière dans un temps qui est extrêmement difficile, et comme vous, souligner l'importance du comité de Minsk dans le cadre des accords qui sont aujourd'hui les nôtres et donc du rôle tout particulier que la Russie et la France jouent à cet égard. Nous avons également évoqué la question iranienne suite aux initiatives prises récemment par les États-Unis d'Amérique et les Européens. Là aussi, une vraie convergence de vues sur ce sujet.

Je ne serai pas plus long. Je veux simplement dire que dans le moment extrêmement grave que nous vivons pour notre sécurité collective et la paix en Europe, nous avons pu mesurer les éléments aujourd'hui d'interprétations différentes ou de désaccords relatifs, mais également les éléments de convergences. Notre devoir est de travailler ensemble pour avancer. Je crois pouvoir dire que nous sommes l'un et l'autre convaincus qu'il n'y a aucune solution raisonnable et durable qui ne passe par le truchement des voies diplomatiques et politiques. Les prochains jours et les prochaines semaines seront donc marqués par des contacts que nous allons intensifier, avec évidemment l'ensemble de nos partenaires européens, avec nos alliés, avec également l'Ukraine et les autres pays de la région. Nous aurons l'occasion, dès d'ailleurs les prochains jours, de ré-échanger ensemble, par voie téléphonique. Sur le sujet de l'Ukraine comme de notre sécurité collective, notre volonté est de bâtir le cadre de confiance qui nous

permettra d'avancer avec une même volonté : préserver la stabilité, la paix et réenclencher des mécanismes de confiance pour notre Europe. C'est notre responsabilité collective et je veux ici dire l'engagement plein et entier de la France en la matière.

Je vous remercie, Président, pour votre accueil aujourd'hui.

Animateur

Nous commençons la conférence de presse. Les journalistes français et russes peuvent poser des questions. Traditionnellement, les hôtes sont les premiers à poser les questions.

Journaliste

Bonsoir, messieurs les Présidents. Une question pour chacun d'entre vous. Monsieur le Président MACRON, vous multipliez depuis bientôt 5 ans les gestes à l'égard de la Russie avec des résultats assez décevants, comme en témoigne la crise qui vous amène ici, mais également la présence au Mali de mercenaires russes qui attisent un sentiment anti-français au point de remettre en cause notre présence là-bas. Votre action, Monsieur le Président, a-t-elle encore un sens, un effet, et si oui, lequel ? Une question ensuite pour monsieur le Président POUTINE. Une question simple que tout le monde se pose Monsieur le Président POUTINE, comptez-vous envahir l'Ukraine ? Et si oui, sous quelle forme ? Et sur le Mali, pouvez-vous assurer, les yeux dans les yeux face au Président Emmanuel MACRON, que votre gouvernement n'a rien à voir avec les mercenaires sur place ? Merci pour vos réponses.

(...)

Emmanuel MACRON

Pour revenir à votre question. Je pense que d'abord, c'est la responsabilité de la France d'avoir une relation la plus forte possible avec la Russie. Nous sommes deux grands pays européens et du concert des nations, deux puissances dotées membres du Conseil de sécurité des Nations unies. La relation bilatérale est importante, à la fois pour que la relation se développe et que sur les grands sujets internationaux, on puisse bâtir des solutions communes. C'est ce que nous essayons de faire sur des questions comme la question iranienne. C'est des choses aussi sur lesquelles nous essayons de trouver des voies de convergence, sur la question comme la Libye ou autre. Nous avons eu des désaccords. Nous avons su bâtir parfois des accords et des compromis. Donc pour moi, c'est une évidence.

La deuxième chose, c'est que, et je crois que là-dessus, nous nous rejoignons avec le Président POUTINE, la Russie est européenne. Qui croît à l'Europe doit savoir travailler avec la Russie et trouver les voies et moyens de construire l'avenir dans l'Europe et avec les Européens. Est-ce que c'est chose aisée ? Non. Mais est-ce que l'Europe s'est faite sur des initiatives aisées dont les résultats étaient à effet immédiat ? Non plus. Donc, est-ce que la tâche a une part d'ingratitude ? Oui, résolument. Est-ce que pour autant, il convient de l'abandonner ? Non. Enfin, je pense que la France, parce que c'est sa vocation, parce qu'il se trouve que c'est son rôle durant ce semestre où nous avons la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne, c'est aussi de porter la voix européenne et de savoir prendre en compte les termes d'une

discussion complexe avec un grand voisin comme la Russie, qui est déterminant pour notre sécurité collective, mais aussi porter la voix et les contraintes et les exigences de tous les pays européens. C'est ce que je me suis employé à faire ces derniers jours par une concertation étroite et en essayant ici d'être aussi celui qui peut contribuer à chercher cette voie. Vous savez, j'ai une conviction simple : si nous ne discutons pas avec la Russie, est-ce que nous accroissons notre capacité collective à bâtir la paix ? Non. À qui laissons-nous la place ? À d'autres. Je pense que nous avons des désaccords, vous les avez constatés et nous les assumons. Il y a des moments où nous n'arrivons pas à faire avancer les choses. C'est ainsi et c'est le résultat de ces désaccords. Je pense que nous pouvons aussi, à chaque étape, tâcher de bâtir des compromis, en tout cas, je considère que c'est ma responsabilité, aussi longtemps que ces compromis préservent nos intérêts et ceux de tous nos partenaires et alliés. C'est la tâche qui est la nôtre. Et donc, les jours et semaines qui viennent nous mettent devant cette tâche ardue qui va consister à inventer des solutions nouvelles pour porter ces garanties tout en respectant nos principes fondamentaux et cette relation de voisinage. Notre géographie ne changera pas. Donc, nous continuerons.

Journaliste

J'ai une question pour le Président russe. Monsieur POUTINE, comment estimez-vous les perspectives du règlement au sud-est de l'Ukraine ? Notamment, à votre avis, est-ce que les accords de Minsk sont encore viables ? Et une question au Président français, sur le même sujet. Autant que je comprends, vous avez décidé de passer la nuit à Moscou et demain matin, aller à Kiev, où vous avez l'entretien prévu avec Volodymyr ZELENSKY. Quel est le message que vous prendrez avec vous à Kiev, compte tenu de la dernière déclaration venant de Kiev que les accords de Minsk, s'ils sont mis en œuvre et où la France est le garant de leur respect, vont causer la déchéance de l'État ukrainien ?

(...)

Emmanuel MACRON

Quelques éléments de réponse, Monsieur. La première chose, c'est qu'aujourd'hui, le Président ZELENSKY est le Président d'un pays aux frontières duquel il y a 125 000 soldats russes. Donc, oserais-je dire, ça rend nerveux. Et c'est un fait nouveau de ces derniers mois, ça n'était pas tout à fait la réalité au début de l'année 2021. Donc, je veux ici saluer malgré tout, puisque vous avez ici explicité une remarque récente, je trouve que dans le concert des commentaires politiques internationaux, le Président ZELENSKY fait partie de celles et ceux qui ont un grand sang-froid qu'il faut saluer.

La deuxième chose, c'est que quand les accords de Minsk ont été signés, il n'y avait pas cette intensité de présence militaire russe aux frontières. C'est aussi pour ça que c'est pour nous un élément de changement profond. Il ne faudrait pas que ça vienne dénaturer les discussions, les brouiller. Ça fait partie des discussions que nous avons eues avec le Président POUTINE. Et quand je parle de stabilité puis de désescalade, c'est bien de ça dont il s'agit, qu'il s'agisse de la frontière russe ou biélorusse. Ensuite, de manière très claire, la solution à la crise ukrainienne ne peut être que politique et les bases ne sont que les accords de Minsk et le bon format, le format Normandie, où, je vous le rappelle, il y a autour de la table l'Ukraine, la Russie, la France,

l'Allemagne. Ces accords prévoient une série d'initiatives et de progrès. Ils sont à conduire dans les prochains jours et les prochaines semaines, c'est sur cette base-là que nos conseillers se sont réunis il y a maintenant une dizaine de jours à Paris pour la première fois depuis de longs mois, un communiqué conjoint et une reprise du processus. Il y a des discussions très sensibles sur les questions de statut, d'élections, de modifications constitutionnelles qui sont en cours et qui connaîtront de nouveaux développements dans les heures et les jours qui viennent. C'est dans ce cadre-là que nous pourrons avancer. J'ai eu à plusieurs reprises le Président ZELENSKY avant de venir, j'ai pu le dire au Président POUTINE lors de notre échange. C'est bien les accords de Minsk qui, seuls, peuvent prévaloir au règlement de la crise du conflit russo-ukrainien à ses avancées, et le format Normandie qui l'accompagne. C'est ainsi que nous entendons avancer et c'est sur cette base que j'aurais demain des échanges avec le Président ZELENSKY.

Journaliste

Bonsoir, messieurs les Présidents. Monsieur le Président MACRON, avec quelle casquette êtes-vous venu à Moscou aujourd'hui ? Parlez-vous au nom de la France ou de tous les Européens ? Le chancelier SCHOLZ est actuellement à Washington. N'aurait-il pas mieux valu venir à deux, comme l'avaient fait François HOLLANDE et Angela MERKEL en 2015, pour montrer l'unité de l'Europe ? Monsieur le Président POUTINE, Emmanuel MACRON est-il pour vous le seul interlocuteur en Europe ? Vous avez dit qu'il était un interlocuteur de qualité, ou le considérez-vous comme un intermédiaire pour faire passer des messages à tous les Européens ? Et monsieur MACRON, si vous pouvez aussi nous donner la réponse sur la force Wagner qui a été évoquée tout à l'heure, nous donner votre avis sur l'implication de l'État russe. Merci.

(...)

Emmanuel MACRON

Quelques remarques. D'abord, je veux vous rassurer, nous avons une coordination très étroite avec le chancelier SCHOLZ, que j'ai été visiter à Berlin la semaine dernière, il y a quinze jours, pardon, et avec lequel j'ai échangé à plusieurs reprises depuis et nous aurons une coordination dès notre retour de Washington et de Moscou, de la même manière qu'en tant que Président du Conseil de l'Union européenne pour ce semestre, j'ai pu échanger avec l'ensemble des de mes collègues qui sont les plus exposés à cette situation et qui ont des préoccupations ou des voix fortes sur ce sujet. Ces derniers jours ont été d'ailleurs marqués par toutes ces consultations, y compris d'ailleurs avec Britanniques et Américains à deux reprises. Donc, les consultations sont extrêmement intenses. Le chancelier, lui, viendra la semaine prochaine, parce que ce que je fais aujourd'hui est très différent des situations que nous avons pu connaître en 2008 et en 2014. Nous ne sommes pas dans une situation de guerre chaude comme il y a eu en Géorgie ou en Ukraine. Nous sommes dans une situation de tension extrême, à un niveau d'incandescence que l'Europe a rarement connu ces dernières décennies, dont vous avez compris que c'est essentiellement un sujet entre Russie et OTAN et, au fond, sur notre sécurité collective. C'est donc un processus que nous entamons, mais c'est profondément différent des situations auxquelles vous faites référence.

C'est pourquoi nous allons continuer d'abord cette concertation très étroite, mais sur la base de l'échange que nous avons eu aujourd'hui, nous allons aussi avancer, essayer d'enclencher un mécanisme nouveau. À situation nouvelle, réponse forcément différente. Sur Wagner, la réponse du Président est claire. La France ne connaît que les États et la lutte contre le terrorisme, et donc, nous prenons nos décisions au regard de nos relations avec des États souverains avec un agenda qui est la lutte contre le terrorisme et en étroite coordination avec la région, en l'espèce la Cédéao et l'Union africaine. C'est ce que nous continuons de concerter, ce sur quoi nous tranchons.

Journaliste

Bonsoir. Si vous permettez, je voudrais revenir au sujet des garanties sécuritaires. Vous l'avez évoqué, mais en général, l'impression est qu'après la réponse de l'OTAN et des États-Unis, ce sujet est un peu caché, [inaudible]. Est-ce que vous croyez que c'est un sujet clos et quelles sont les voies du règlement de ce sujet ? Monsieur POUTINE, c'est une question à vous. Ensuite, qu'est-ce que vous allez faire ensuite, après la réponse ? Et je voudrais revenir à vos paroles comme argument sur l'aspect spécifique de l'alliance. On dit que c'est une alliance politique et pas militaire et on dit que les décisions de l'OTAN, à l'OTAN sont prises à la base d'un consensus et du fait que si les membres sont contre l'adhésion de l'Ukraine, cela ne va pas avoir lieu. Quelle est votre opinion vis-à-vis de ces déclarations ?

(...)

Emmanuel MACRON

Le propos introductif du Président comme sa réponse montrent les désaccords qu'il y a, les malentendus et la lecture des dernières décennies qui n'est pas aujourd'hui partagée entre les alliés de l'OTAN et la Russie. C'est un état de fait parce que cette charte qu'on évoque depuis tout à l'heure, cette charte de Paris, texte de l'OSCE, met aussi très clairement noir sur blanc le respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale, des droits de l'homme, des principes qui ont aussi été violés, pas par l'OTAN.

Donc, la situation est là et il est évident que ni l'OTAN ni les États-Unis d'Amérique ne vont donner droit à toutes les demandes qui ont été faites par la Russie dans un contexte de très forte pression militaire, comme je l'ai évoqué tout à l'heure, aux frontières de l'Ukraine et avec chaque jour des nouvelles qui sortent pour dire qu'une attaque va être lancée. J'ai entendu les propos du Président, sa volonté d'avancer sur un règlement politique, mais la situation est là, celle d'une grande tension. Donc, trouver un accord et construire une solution politique, ça ne veut pas dire : "On est d'accord sur tout, circulez." Il y a un processus qui a été entamé. Est-ce que l'échange de lettres est un processus qui permet, sur des sujets aussi complexes, de régler les choses ? Je pense qu'il trouvera à un moment donné ses limites. Est-ce que la seule question de l'OTAN permet de régler tout ? Je ne crois pas non plus. Elle est essentielle. Je pense qu'il y a d'autres sujets de fond pour bâtir nos garanties de sécurité collective. Cela a été le fruit de nos discussions d'aujourd'hui. Et donc, ma conviction, c'est ce pourquoi je suis là aujourd'hui, c'est

que nous avons besoin d'un réengagement collectif, celui de la Russie, celui des États-Unis d'Amérique dont je me félicite, celui des Européens et de l'ensemble des alliés pour concrètement d'abord essayer au maximum de lever les malentendus du passé, parce qu'il y en a, de revenir sur nos traumatismes qui sont aujourd'hui en train de revenir et de créer au fond des lectures complètement orthogonales de ce qu'est l'Europe des trente dernières années, mais surtout de bâtir des solutions utiles.

La priorité, si je peux être très clair avec vous, c'est la stabilité de la situation sur le plan militaire à court terme, qu'il n'y ait aucune provocation ou escalade. C'est le principal objet de ma visite ici et demain à Kiev. Sur cette base, c'est que le dialogue qui a été noué avec l'ensemble des parties prenantes, OTAN, États-Unis d'Amérique, Européens, se poursuivent pour bâtir au fond des solutions de court et de moyen terme. Avec quel objectif ? La sécurité de tous. Il n'y a pas de sécurité pour les Européens s'il n'y a pas de sécurité pour la Russie. Mais ce que j'entends là, c'est ce que j'ai entendu hier en parlant à mes collègues en Lettonie, en Estonie, en Lituanie, en Pologne ou ailleurs, ils ont les mêmes craintes. Ils ont le sentiment aussi que les mêmes accords avaient été violés, qu'on leur avait promis qu'il n'y aurait pas de déploiement et qu'il y a eu des déploiements. Donc, il nous faut des processus de transparence, de désescalade. Il nous faut rebâtir ces solutions concrètes ensemble parce que nous vivons de part et d'autre de frontières communes et partagées. Les prochaines semaines doivent être consacrées à cela et en même temps aussi à notre capacité à bâtir cette sécurité en respectant pleinement la souveraineté et l'indépendance de plusieurs États qui ne sont pas membres de l'Union européenne ou de l'OTAN, mais qui sont pour autant dans la région. Je pense à la Biélorussie, je pense à l'Ukraine, évidemment, je pense à la Géorgie, je pense à la Moldavie, qui sont des États dont l'indépendance, la souveraineté doit être aussi pleinement respectée car celle-ci participe de notre sécurité collective et donc il faut bâtir les termes de celle-ci. Sur l'Ukraine, on en connaît le cadre. Ce sont les accords de Minsk et le processus de Normandie. Mais sur tout le reste, il faut avoir un débat extrêmement franc et transparent. Stabilité, création des conditions de confiance pour aller vers une désescalade, ce qui suppose de construire les termes nouveaux sur la base de nos valeurs et de ce que nous avons acté il y a 30 ans, mais en regardant aujourd'hui nos désaccords et la situation, mais bâtir des solutions nouvelles tous ensemble pour cette sécurité, cette stabilité collective.

Nous avons esquissé quelques pistes dans notre tête-à-tête avec le Président POUTINE. Je vais m'employer, essayer de tirer celles-ci. Je sais que lui aussi s'emploiera, à travers les réponses qu'il fera à l'OTAN aux États-Unis d'Amérique, à poursuivre ses propres solutions, mais par l'intensification de ces dialogues, le fait que nous nous reparlerons dans quelques jours, que nous apprécierons d'ailleurs des nouvelles initiatives à prendre ensemble et avec toutes les parties prenantes considérées, je suis sûr que nous arriverons à un résultat. Il n'est pas aisé, mais j'en suis sûr.

Merci beaucoup.